



N° 1 - janvier 2014

Panorama au 14 janvier 2014

Éditorial

En novembre 2013, les prix des produits agricoles et des intrants ont continué de baisser

En novembre 2013, le recul des prix des produits agricoles par rapport à 2012 s'est accentué (- 6,4 %), sous la pression forte et croissante des céréales (- 22 %). Comme en octobre, les prix de toutes les productions végétales et animales ont reculé sur un an. Seuls les vins, le lait de vache et les ovins ont échappé à ce recul. Les prix des vins d'appellation hors champagnes ont affiché une hausse très nette sur un an, malgré le ralentissement intervenu entre octobre et novembre (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, janvier 2014*).

Le prix d'achat des moyens de production agricole a diminué pour le sixième mois consécutif. En novembre, tous les postes affichaient des prix inférieurs à ceux de novembre 2012, qu'il s'agisse des aliments pour animaux, des engrais et amendements ou de l'énergie et des lubrifiants. La production d'aliments composés a reculé, notamment pour les porcins et les volailles. En septembre 2013, les livraisons d'azote ont été plus élevées que

celles de septembre 2012, contrairement à celles de phosphate et potasse qui ont poursuivi leur recul sur un an (*Infos rapides Moyens de production, janvier 2014*).

Au niveau climatique, le mois de décembre est généralement doux et peu arrosé. En 2013, la première décade de ce mois a été froide sur la plus grande partie du pays. Puis, les températures ont remonté et se sont situées partout au-dessus de la normale, atteignant en moyenne sur le mois 6,8 °C. Les précipitations ont été déficitaires dans l'ensemble des régions, à l'exception de la Bretagne et de la Loire-Atlantique, de la vallée du Rhône et de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cependant, l'indice d'humidité des sols est resté supérieur à la normale dans la plus grande partie du territoire (*Infos rapides Climatologie, janvier 2014*).

Entre novembre et décembre 2013, les cours céréaliers ont été globalement stables, seule une très légère baisse

ayant été observée à Chicago pour le blé tendre. En novembre, selon l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap), les prix des grandes cultures étaient inférieurs aux prix exceptionnellement élevés de 2012. La baisse a été plus marquée qu'en octobre pour toutes les céréales, mais elle a au contraire ralenti quelque peu pour les oléagineux. Pour le maïs, l'abondante production a fortement pesé sur les prix mondiaux. Les prix français du maïs ont accusé plus fortement la baisse que ceux du blé tendre et de l'orge. Ils sont inférieurs au niveau moyen des campagnes précédentes, de même que ceux du tournesol et du colza. Le prix de la pomme de terre, s'il a continué de baisser par rapport au niveau exceptionnellement élevé de 2012, dépassait encore de 50 % le prix moyen 2008-2012.

Sur très longue période, depuis 1960, l'offre mondiale de céréales s'est adaptée à la demande par l'amélioration des rendements, mais aussi des surfaces, en particulier durant la période récente

de flambée des prix. En cinquante ans, la consommation mondiale de blé a triplé et l'accroissement de la production a surtout été favorisé par la progression des rendements. Depuis le début des années 2000, de nouveaux pays – pays de l'ex-URSS notamment – se sont imposés comme des exportateurs majeurs de blé. Les fortes variations, selon les campagnes, du disponible exportable de ces pays ont toutefois impacté l'approvisionnement de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, importateurs traditionnels. Les exportations françaises de blé tendre se renforcent à destination des pays tiers, Afrique du Nord en tête. S'agissant du maïs, la production a été multipliée par cinq depuis 1960. En plus de la progression des rendements, une nette extension des surfaces a assuré un accroissement des disponibilités (*Depuis 50 ans, l'offre mondiale de céréales s'est régulièrement adaptée à la demande, Céréales n° 2013/229, janvier 2014*).

En décembre 2013 selon les derniers Ippap calculés par le Service de la statistique et de la prospective, les prix à la production des fruits et légumes étaient inférieurs à ceux de décembre 2012. La baisse est restée forte pour les fruits dont les récoltes ont retrouvé en 2013 leur niveau moyen, après la forte restriction de 2012. Le panier de légumes a été vendu par les producteurs à un prix se situant tout juste dans la moyenne des cinq derniers mois de décembre.

Pour la laitue, le rebond des prix de novembre s'est confirmé, l'offre trop abondante en début d'automne s'étant adaptée à une demande modérée. Les cours de décembre se sont ainsi redressés au niveau des prix moyens 2008-2012. Au contraire, les prix de la chicorée ont gardé le bas niveau de novembre 2013. La production d'endives, qui s'était révélée insuffisante en novembre face à une demande dynamisée par les premiers froids, a bénéficié en décembre de prix supérieurs à ceux de 2012. La situation de la carotte a été plus favorable avec une demande dynamique et des prix soutenus. Pour le chou-fleur, la demande moins active que pour la carotte a tou-

tefois autorisé le maintien des prix au niveau de décembre 2012. Le poireau, boudé dès l'entrée de l'hiver par les consommateurs, a subi une forte chute des prix par rapport à ceux des années précédentes (*Infos rapides Légumes, décembre 2013 et janvier 2014*).

S'agissant des fruits, le niveau des stocks de pommes et poires est plus important que le niveau moyen des cinq dernières campagnes en novembre 2013, de respectivement 6 % et 29 % (*Infos rapides Stocks Pomme-Poire, décembre 2013*).

En novembre 2013, malgré une baisse par rapport à 2012, les prix à la production des animaux de boucherie et des volailles restaient supérieurs aux prix moyens 2008-2012. Pour les volailles, la baisse des prix sur un an s'est accélérée entre octobre et novembre alors qu'elle était globalement stabilisée pour les animaux de boucherie.

Les cours des bovins ont reculé par rapport à novembre 2012, malgré un déficit d'offre de viande de vaches non compensé par la progression des abattages de jeunes bovins. En octobre 2013, la production de bovins finis continuait à baisser par rapport à 2012, dans un contexte de chute des exportations de bovins finis. Au contraire, les exportations de bovins maigres ont poursuivi leur progression saisonnière pour dépasser les niveaux de 2012. La consommation de viande bovine a perdu près de 7 % par rapport à 2012, les importations de viande ayant chuté pour leur part de 11 %. S'agissant de l'agneau, le manque de disponibilités a contribué à en soutenir le cours. Les abattages d'ovins ont été très légèrement inférieurs à ceux de 2012. En octobre 2013, mois de la fête musulmane de l'Aïd comme en 2012, la production ovine et la consommation de viande ovine ont été moins importantes qu'en 2012 (*Infos rapides Bovins-Ovins, décembre 2013*).

En novembre 2013, le prix du porc charcutier était plus bas que celui de 2012, alors que les abattages étaient équivalents. En octobre, la production porcine a reculé de 2 % par rapport à octobre 2012, et la consommation de

viande de près de 7 %, en lien avec la progression des exportations de viande porcine et le repli des importations (*Infos rapides Porcins, décembre 2013*).

Sur long terme au niveau européen, l'Allemagne qui, au début des années 2000, était déjà le premier pays européen en nombre d'abattages de porcins, a fortement augmenté ses abattages jusqu'en 2012. L'Espagne, le deuxième producteur de l'Union européenne, a suivi la même évolution. En revanche, les autres pays européens n'ont pas augmenté leurs abattages, voire les ont diminués pour certains. Dans le même temps, les échanges intracommunautaires de viande porcine se sont intensifiés, l'Allemagne devenant l'acteur principal aussi bien pour les exportations que pour les importations. Les circuits d'approvisionnement se sont ainsi modifiés. La demande des pays tiers s'est accrue, notamment de la part des pays d'Europe de l'Est et d'Asie. La France, malgré une légère baisse de la production entre 2000 et 2012, est finalement peu impactée par ces changements (*En dix ans, l'Allemagne est devenu l'acteur européen incontournable de la production de viande porcine, Commerce extérieur agroalimentaire n° 2014/231, janvier 2014*).

En novembre 2013, les abattages de volailles ont baissé de 2,5 %. Ceux de poulet, s'ils se sont repliés en tête, ont progressé en volume. Au cours des trois premiers trimestres de 2013, la production de volailles a progressé sur un an, alors que la consommation apparente était quasiment stable. Les importations de viandes et préparations de volailles se sont également stabilisées, tandis que les exportations augmentaient de près de 4 %.

S'agissant des œufs de consommation, les mises en place de poulettes de ponte s'étaient repliées de plus de 2 % sur un an en octobre. Malgré cela, selon le modèle de prévision établi en collaboration entre le SSP, l'Institut de l'aviculture et le Centre national pour la promotion de l'œuf, la production de février dépasserait en 2014 celle de 2013 (*Infos rapides Aviculture, janvier 2014*).

En octobre 2013, la collecte de lait de vache a progressé de 5,5 % par rapport à octobre 2012. Dans un contexte de conjoncture favorable, les éleveurs ont maintenu un niveau élevé de production de lait pour répondre à la demande des transformateurs. Les premières estimations de FranceAgriMer ont confirmé cette tendance pour le mois de novembre 2013. En conséquence, les fabrications de poudre de lait écrémé et de beurre ont également augmenté et renfloué les stocks nationaux (*Infos rapides Lait, décembre 2013*).

Au 3^e trimestre 2013, la production des industries agroalimentaires a diminué par rapport au 3^e trimestre 2012. Ce retrait s'est fait de manière moins prononcée que lors des trimestres pré-

cédents. La dégradation de l'excédent commercial des IAA a aussi ralenti sur un an suite au moindre dynamisme des importations. La hausse du chiffre d'affaires s'est poursuivie, toujours soutenue par des prix élevés, malgré la baisse des cours des matières premières céréalières et oléagineuses (*Au 3^e trimestre 2013, le repli de l'activité des IAA se poursuit, mais à un rythme plus modéré, Industries agroalimentaires n° 2013/230, janvier 2014*).

S'agissant des échanges extérieurs, la baisse des prix céréaliers a affecté les exportations en novembre. Ainsi, l'excédent des échanges agroalimentaires français a atteint 1 046 millions d'euros, soit une baisse de 236 millions d'euros par rapport à novembre

2012. Il a diminué aussi bien avec les pays tiers qu'avec les pays de l'Union européenne. L'excédent en produits agricoles bruts a diminué de 193 millions d'euros par rapport à novembre 2012, les exportations de céréales pâtissant de la baisse des prix. De plus, les exportations de colza ont diminué, du fait d'une mauvaise récolte 2013. L'excédent en produits transformés a pour sa part diminué sur un an de 43 millions d'euros, les exportations s'étant réduites pour la plupart des produits. Sur les onze premiers mois de l'année, le solde des échanges agroalimentaires progresse de 105 millions d'euros. Alors que jusqu'en avril, l'excédent était supérieur à celui de l'année précédente, il est inférieur à partir de mai (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, janvier 2014*).

Christine Deroin
et les rédacteurs des Infos
rapides et Synthèses

Sommaire des synthèses

Synthèses

Depuis 50 ans, l'offre mondiale de céréales s'est régulièrement adaptée à la demande <i>Céréales</i>	7	<i>A. Renaud</i>
Au 3 ^e trimestre 2013, le repli de l'activité des IAA se poursuit, mais à un rythme plus modéré <i>Industries agroalimentaires</i>	15	<i>H. Bouhalli</i>
En dix ans, l'Allemagne est devenu l'acteur européen incontournable de la production de viande porcine <i>Commerce extérieur agroalimentaire</i>	21	<i>G. Wemelbeke</i>

Organismes et abréviations 25

Pour en savoir plus 25

Liste des Infos rapides parues

Animaux de boucherie - Bovins et Ovins, n° 11/11, décembre 2013	<i>M.A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie - Porcins, n° 11/11, décembre 2013	<i>C. Pendariès</i>
Aviculture, n° 01/11, janvier 2014	<i>C. Pendariès</i>
Carotte, n° 4/6, décembre 2013	<i>P. Arnoux</i>
Chicorée, n° 3/5, décembre 2013	<i>P. Arnoux</i>
Chou-fleur, n° 4/6, janvier 2014	<i>P. Arnoux</i>
Climatologie, n° 01/12, janvier 2014	<i>J. Gabrysiak</i>
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 01/12, janvier 2014	<i>G. Wemelbeke</i>
Endive, n° 2/5, décembre 2013	<i>P. Arnoux</i>
Lait, n° 12/12, décembre 2013	<i>S. Cazeneuve</i>
Laitue, n° 4/6, janvier 2014	<i>P. Arnoux</i>
Moyens de production, n° 01/10, janvier 2014	<i>H. Bouhalli, B. Edan</i>
Poireau, n° 4/5, janvier 2014	<i>P. Arnoux</i>
Prix agricoles et alimentaires, n° 01/10, janvier 2014	<i>C. Deroin</i>
Stocks Pomme-Poire, n° 3/10, décembre 2013	<i>L. Bernadette</i>
Tableau de bord mensuel des IAA, janvier 2014	<i>C. Barry</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Céréales janvier n° 2014/229

[Retour éditorial](#)

Depuis 50 ans, l'offre mondiale de céréales s'est régulièrement adaptée à la demande

Depuis 1960, l'offre mondiale de céréales s'est adaptée à la demande par l'amélioration des rendements, mais aussi des surfaces, en particulier durant la période récente de flambée des prix. En cinquante ans, la consommation mondiale de blé a triplé et l'accroissement de la production a surtout été favorisé par la progression des rendements. Depuis le début des années 2000, de nouveaux pays – pays de l'ex-URSS notamment – se sont imposés comme des exportateurs majeurs de blé. Les fortes variations, selon les campagnes, du disponible exportable de ces pays ont toutefois impacté l'approvisionnement de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, importateurs traditionnels. Les exportations françaises de blé tendre se renforcent à destination des pays tiers, Afrique du Nord en tête. S'agissant du maïs, la production a été multipliée par cinq depuis 1960. En plus de la progression des rendements, une nette extension des surfaces a assuré un accroissement des disponibilités.

Blé : la demande des importateurs traditionnels reste forte

Depuis 1960, la consommation mondiale de blé a été multipliée par trois. Elle atteindrait 699 millions de tonnes (Mt) pour la campagne 2013/2014, dont 80 % destinés à l'alimentation humaine, aux semences, et aux usages industriels, la première constituant le principal poste. Les 20 % restants sont affectés à l'alimentation animale. Au cours de la campagne 2013/2014, les principales régions consommatrices de blé sont l'Asie (Asie de l'Est pour 140 Mt et du Sud pour 127 Mt) et l'Union européenne (121 Mt). Suivent les pays de l'ex-URSS, le Moyen-Orient, l'Amérique du Nord et l'Afrique.

Parmi ces grands ensembles, certains reposent en grande partie sur les importations pour assurer leur consommation. C'est le cas de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, producteurs et consommateurs historiques de blé, essentiellement pour l'alimentation humaine. En 2013/2014, le poste « alimentation humaine, semences, usages industriels » représenterait 94 % des utilisations intérieures en Afrique du Nord. Avec 46 Mt importées en 2013/2014, les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient concentrent le tiers des échanges mondiaux. En Afrique du Nord, le premier importateur est l'Égypte (10 Mt) suivi de l'Algérie (6,5 Mt) et, pour des quan-

tités plus faibles, le Maroc, la Libye et la Tunisie. Leurs importations augmentent régulièrement, en relation avec une production déficitaire et parfois irrégulière, et une population en hausse. En Afrique du Nord, 40 % des quantités de blé consommées seraient importées, ce pourcentage atteignant 57 % au Moyen-Orient.

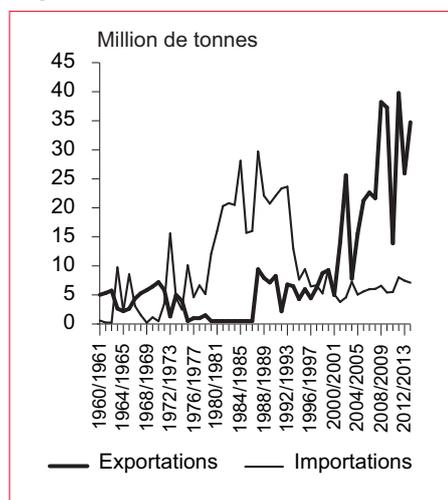
Dans des proportions moindres que l'Afrique du Nord, l'Asie du Sud-Est et l'Afrique Subsaharienne ont aussi régulièrement augmenté leur consommation de blé depuis 1960. Celle-ci se fonde tout ou partie sur les importations, car le blé n'y est peu ou pas produit historiquement.

**Asie du Sud et de l'Est :
parmi les premiers producteurs
mondiaux de blé, mais aussi
des importateurs majeurs**

L'Asie du Sud est la première région mondiale productrice de blé, avec 124 Mt en 2013/2014 dont 92 Mt localisés en Inde et 24 Mt au Pakistan. Dans cette zone, les importations se situent autour de 7 Mt en moyenne par campagne, sur la période 2007-2012. Le Bangladesh, et plus récemment l'Afghanistan, sont les importateurs les plus réguliers. L'Inde importe épisodiquement, mais parfois à de hauts niveaux. En 2006/2007 notamment, elle a acheté 6,7 Mt de blé, ce pic répondant à un accroissement des prix intérieurs, selon la FAO.

Avec 122 Mt, l'Asie de l'Est serait le second producteur mondial de blé en 2013. La totalité de la production est assurée par la Chine, les autres pays étant exclusivement importateurs. Le Japon domine les importations (6 Mt en moyenne au cours des trois dernières campagnes), suivi de la Corée du Sud (5 Mt). En Chine, les importations remonteraient brusquement en 2013/2014 avec 8,5 Mt (+ 6 Mt sur un an), après de bas niveaux durant les années 2000. De très hauts niveaux avaient au contraire été atteints de la fin des années 1970 au milieu des années 1990. Durant cette période, malgré un rythme de croissance soutenu, la production ne suffisait pas à satisfaire

**L'ex-URSS, importatrice nette ou
exportatrice nette de blé tendre**



Source : USDA

la demande grandissante. Jusqu'en 2009/2010, plus de 90 % des quantités utilisées étaient destinées à l'alimentation humaine, aux semences et aux usages industriels. Depuis 2010/2011, de plus en plus de blé est utilisé pour l'alimentation animale (25 Mt en 2013/2014, soit 20 % des quantités consommées).

**De grands producteurs
et exportateurs de blé**

Parmi les grands pays producteurs et exportateurs actuels de blé, certains sont également, ou ont été, des importateurs majeurs. C'est le cas de l'ex-URSS, qui dispute désormais aux États-Unis la place de premier exportateur mondial de blé, après avoir été largement importatrice au milieu des années 1980 en lien avec des récoltes irrégulières et une demande intérieure grandissante. Durant cette période, une large part des ressources était destinée à l'alimentation animale – en forte expansion en parallèle de l'accroissement de la consommation de viande – à part égale avec le poste « alimentation humaine, semences, usages industriels », stable à long terme. L'alimentation animale a diminué de moitié au début des années 1990.

De 1960 à la fin des années 1970, la production de blé de l'Union européenne était déficitaire par rapport à ses besoins de consommation. À partir du début des années 1980, la production excédentaire a permis de combler les besoins grandissants pour l'alimentation animale, et d'assurer le développement des exportations, l'Union européenne devenant exportateur net. En 2013/2014, les exportations européennes de blé à destination des pays tiers atteindraient 25 Mt, l'UE étant le premier producteur mondial avec 143 Mt selon l'USDA.

L'Amérique du Nord est un exportateur net de blé depuis 1960. La consommation s'élèverait à 53 Mt en 2013/2014, pour une production de 98 Mt. Avec 58 Mt, les États-Unis sont le principal producteur, devant le Canada. Les États-Unis exporteraient 30 Mt et le Canada 23 Mt. Les exportations des États-Unis ont atteint des sommets durant les années 1980, en lien notamment avec des accords de ventes vers

l'ex-URSS. Les importations de blé sont modérées en Amérique du Nord : 9 Mt en 2013/2014, à parts égales pour cette campagne entre États-Unis et Mexique. Elles étaient inférieures à 1 Mt jusqu'à la fin des années 1980. Enfin, deux pays exportent la majeure partie de leur production, l'Australie et l'Argentine. Au cours des cinq dernières campagnes, l'Australie a exporté 19 Mt en moyenne par campagne, soit les trois quarts de sa production. Celle-ci a doublé par rapport au début des années 1990. En Argentine, la récolte moyenne de blé des cinq dernières années a atteint 13 Mt. Un peu plus de la moitié en a été exportée, les quantités restantes étant surtout destinées à l'alimentation humaine, les semences et l'industrie. Dans ces deux pays, les variations de production sont assez marquées : des chutes de production ont eu lieu pour l'Argentine en 2008/2009, en 2009/2010 et au cours des deux dernières campagnes, et pour l'Australie en 2006/2007 et 2012/2013.

**Maïs : des besoins croissants
au niveau mondial, plus localisés
que pour le blé**

En 2013/2014, la consommation mondiale de maïs atteindrait 929 Mt, cinq fois plus qu'en 1960/1961. Les deux tiers sont concentrés en Amérique du Nord et en Asie de l'Est. Les États-Unis centralisent 87 % de la consommation d'Amérique du Nord. Leur consommation a particulièrement augmenté au milieu des années 2000, passant de 201 Mt en 2002/2003 à 295 Mt en 2013/2014. Jusqu'en 2008/2009, elle reposait essentiellement sur l'alimentation animale. Depuis, c'est le poste « consommation humaine et utilisations industrielles » qui se situe en tête, favorisé par l'essor de la production d'éthanol à partir du début des années 2000.

L'Asie de l'Est comprend un grand pays producteur qui est la Chine (211 Mt, la quasi-totalité de la production d'Asie de l'Est), et deux importateurs majeurs qui sont le Japon (43 % des quantités importées dans cette zone) et la Corée du Sud.

Les importations de maïs ont récemment rebondi en Asie de l'Est, passant

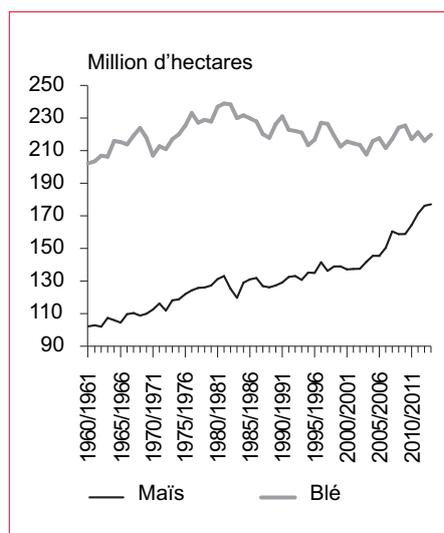
de 28 Mt en 2008/2009 à 36 Mt en 2013/2014, sans retrouver les niveaux élevés de la fin des années 1980. Ce récent accroissement permet de répondre à une demande en forte hausse (+ 37 Mt par rapport à 2010/2011). La progression des importations est due à une percée de la Chine, déjà grande productrice, en tant qu'importatrice. La Chine importerait 7 Mt de maïs en 2013/2014. La majeure partie du maïs consommé en Chine (72 % en 2013/2014) est destinée à l'alimentation animale.

L'offre de céréales s'adapte à la demande, surtout grâce à la hausse des rendements...

Parallèlement à l'augmentation de la consommation mondiale, l'offre s'est peu à peu adaptée. Entre 1960 et 2013, la production de blé a été multipliée par trois, et celle de maïs par cinq. Ces hausses de production ont été favorisées par une progression de la sole et des rendements. Pour le blé, c'est toutefois quasi-exclusivement la hausse des rendements qui a assuré l'augmentation de la production. Les surfaces mondiales de blé, qui avaient nettement augmenté entre 1960 et 1980, passant de 202 à 240 millions

d'hectares, ont en effet diminué ensuite. Malgré une légère inflexion à la hausse entre les campagnes 2007/2008 et 2009/2010 suite à la flambée des prix (les cours mondiaux du blé ont bondi de 65 % entre 2006/2007 et 2007/2008), les surfaces se sont stabilisées depuis autour de 220 millions d'hectares.

La hausse des surfaces mondiales de maïs s'accélère en 2008 alors que les surfaces de blé restent stables

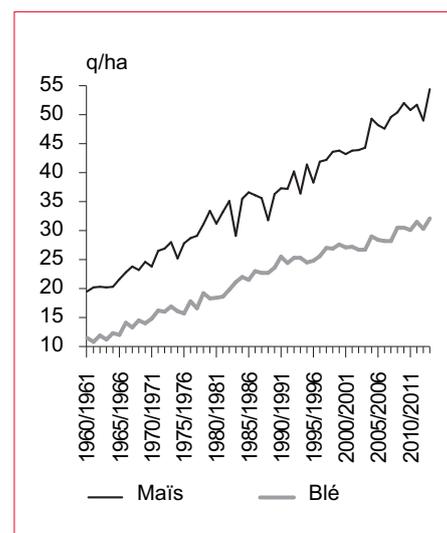


Source : USDA

... et particulièrement des rendements de maïs

Pour le maïs, tant les surfaces que les rendements ont nettement contribué à la progression de la production. Entre 1960 et 2010, la sole s'est nettement étendue sur le continent américain, ainsi qu'en Asie. La progression

Les rendements mondiaux du maïs s'accroissent encore nettement



Source : USDA

Depuis 1960, le maïs a profité d'un accroissement des surfaces et des rendements au niveau mondial

Unité : millier de tonnes

	Blé tendre			Maïs		
	Impact de l'augmentation des surfaces aux rendements d'origine	Impact de l'augmentation des rendements aux surfaces actuelles	Somme des deux impacts	Impact de l'augmentation des surfaces aux rendements d'origine	Impact de l'augmentation des rendements aux surfaces actuelles	Somme des deux impacts
Monde	+ 11	435	447	+ 107	572	679
Afrique du Nord	+ 2	12	14	0	4	4
Afrique Subsaharienne	0	4	4	+ 21	25	46
Amérique du Nord	- 3	45	42	+ 37	208	246
Amérique du Sud	+ 2	13	15	+ 12	76	89
Asie de l'Est	- 1	102	101	+ 29	149	178
Asie du Sud	+ 17	84	102	+ 5	16	21
Asie du Sud-Est	0	0	0	+ 3	20	23
Ex-URSS	- 16	52	36	0	19	19
Moyen-Orient	+ 3	24	28	0	5	6
Océanie	+ 9	10	19	0	0	0
Union européenne à 28	0	87	87	+ 1	42	43
Autres régions du Monde	- 2	2	0	- 2	6	4

Contribution à l'augmentation globale de la production entre 1960 et 2010 (cf. Méthodologie)

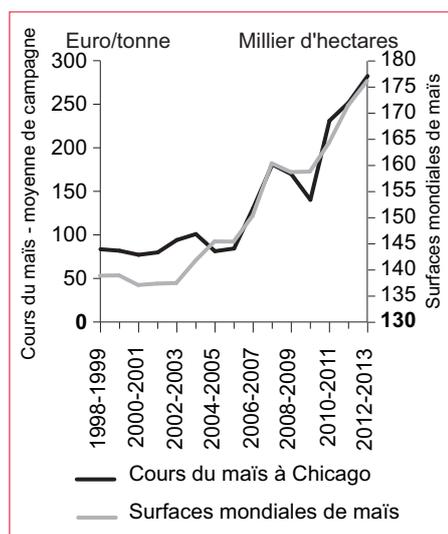
Note de lecture : entre 1960 et 2010, la production mondiale de maïs a augmenté de 679 milliers de tonnes. L'Asie de l'Est est responsable d'une augmentation de 178 milliers de tonnes, dont 149 dus à la progression du rendement.

Sources : USDA, calcul Agreste

des rendements a fortement compté dans la hausse des productions de l'Amérique du Nord et de l'Asie de l'Est.

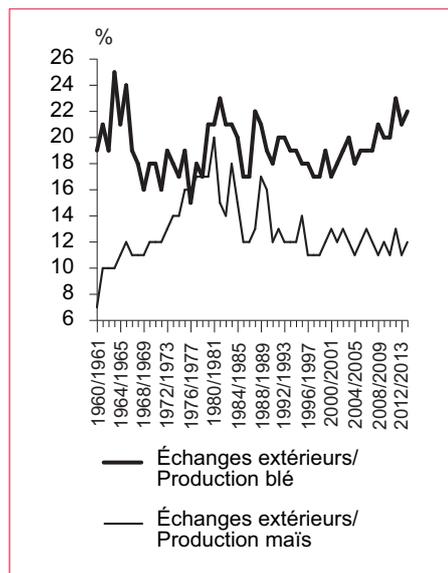
Depuis le début des années 2000, la sole mondiale de maïs a subi une brusque montée en flèche. Entre 2002 et 2013, elle s'est étendue de 40 millions d'hectares, essentiellement en Chine et aux États-Unis, et aussi en Ukraine et au Brésil. L'augmentation de la sole a contribué à 43 % de l'augmentation de la production mondiale de maïs entre 2000 et 2013.

Les surfaces mondiales de maïs augmentent de concert avec les cours



Sources : USDA, La Dépêche

En 2013/2014, le cinquième de la production de blé transite par les marchés mondiaux



Source : USDA

À partir de la campagne 2002/2003, le rapport de prix entre blé et maïs est devenu au fil des campagnes de plus en plus favorable au maïs. La sole de maïs a grimpé de 23 millions d'hectares entre 2002 et 2007, avec des hausses marquées entre 2002 et 2003 ainsi qu'entre 2005 et 2006, périodes auxquelles le prix du maïs était favorable aux semis. Durant les campagnes 2010/2011 à 2012/2013, le différentiel de prix très marqué entre blé et maïs a de nouveau incité à favoriser le maïs lors des semis : l'écart de prix entre blé et maïs a dépassé 40 €/t à Chicago en moyenne pour chaque campagne. En 2010/2011, les cours mondiaux du maïs ont atteint 233 €/t à Chicago en moyenne, soit 64 % de plus que le point bas de 2009/2010. Dans le même temps, les cours du blé ont aussi explosé, mais avec un peu moins d'ampleur (+ 48 %). Auparavant, le cours du blé dépassait traditionnellement celui du maïs : sur l'ensemble des campagnes 2000/2001 à 2005/2006, le prix du blé devançait le maïs de 20 €/t en moyenne à Chicago.

Dépendance accrue, et aléas de production pour le blé

En 2013/2014, les échanges mondiaux de blé se stabiliseraient à 157 Mt, soit le cinquième de la production mondiale. Cette proportion a augmenté après avoir atteint un point bas au début des années 2000. Pour le maïs,

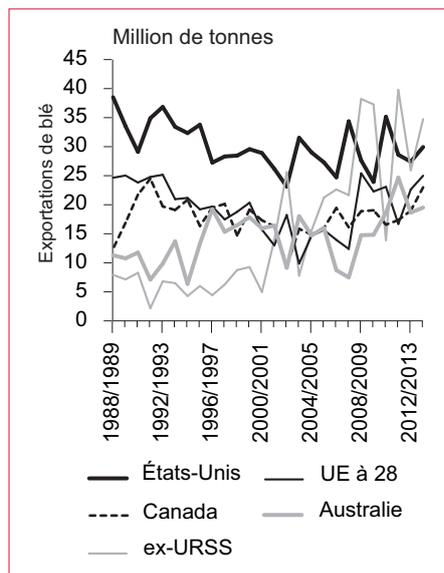
elle suit une légère tendance à la baisse, et se situerait à 12 %. Ainsi, sur les années récentes, le marché mondial du blé serait davantage tributaire des importations que celui du maïs.

Outre ces dépendances, l'approvisionnement du marché mondial du blé par certains des principaux exportateurs est fluctuant. En particulier, depuis le début des années 2000, l'ex-URSS s'impose comme exportateur majeur de blé. Durant les trois dernières campagnes, cette région a exporté 33 Mt de blé, la moitié provenant de Russie, 26 % du Kazakhstan et 23 % d'Ukraine. Toutefois, les niveaux de production de ces pays, et de surcroît leur disponible exportable, subissent des variations marquées d'une campagne à l'autre. Ces fluctuations sont en partie liées à des rendements très irréguliers, notamment en Ukraine. Dans ce pays, les rendements sont globalement plus élevés qu'en Russie, le premier producteur, mais le coefficient de variation du rendement du blé ukrainien, au cours des campagnes 2000/2001 à 2013/2014 est particulièrement élevé : 0,2 contre 0,12 pour la Russie et 0,06 seulement pour la France (cf. méthodologie).

Maïs : récente diversification de l'approvisionnement mondial

S'agissant du maïs, les États-Unis ont longtemps dominé les exportations mondiales : entre 1975 et 1995, les trois quarts des quantités de maïs exportées au niveau mondial provenaient des États-Unis. À partir du milieu des années 1990, l'Amérique du Sud – surtout l'Argentine, ainsi que le Brésil de manière plus irrégulière – développe ses exportations de maïs. Cette diversité de l'approvisionnement s'est amplifiée au cours des cinq dernières campagnes. Le Brésil est monté en puissance et l'Ukraine a fait une nette percée, dans un contexte d'augmentation des productions de ces deux pays et de réduction des exportations des États-Unis. Les exportations des États-Unis suivent en effet depuis 2008/2009 une légère tendance à la baisse, amplifiée par une chute en 2012/2013. Au cours de cette campagne, une sécheresse exceptionnelle avait fait descendre la production de 13 % sur un an, entraînant une chute de moitié des exportations.

Montée en puissance des exportations de blé de l'ex-URSS



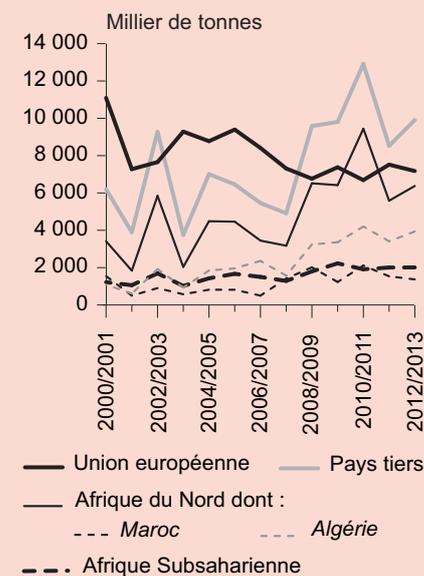
Source : USDA

Les exportations françaises de blé tendre vers les pays tiers prennent de l'ampleur

Les exportations constituent le principal débouché de la production céréalière française. En moyenne, au cours des cinq dernières campagnes, la France a exporté 31 Mt de céréales, sous forme de grains, dont 40 % à destination des pays tiers. Les exportations extra-communautaires sont essentiellement constituées de blé tendre (82 %). Le maïs-grain n'en représente que 3 %. Au sein des pays tiers, l'Afrique du Nord est le principal client de la France pour les exportations de blé tendre, avec 7 Mt en moyenne, l'Algérie étant en tête (3,6 Mt), suivie du Maroc et de l'Égypte. La France exporte également 2 Mt de blé tendre vers l'Afrique Subsaharienne. Depuis 2000, la part des exportations françaises de blé tendre vers les pays tiers a augmenté, passant de

40 % en moyenne au cours des campagnes 2000/2001 à 2004/2005 à 59 % sur les cinq dernières campagnes. En 2010/2011, les envois vers les pays tiers avaient été particulièrement élevés. Compte-tenu de l'absence de la Russie sur le marché mondial en raison d'une chute de production liée à une sécheresse exceptionnelle, ses principaux clients, dont l'Égypte, s'étaient tournés vers d'autres fournisseurs comme les États-Unis et la France. Par rapport au début des années 2000, les ventes à destination de l'Algérie ont le plus progressé. Alors que moins du quart des quantités de blé achetées par l'Algérie provenaient de France au début des années 2000, la France a satisfait les deux tiers de la demande algérienne de blé au cours des trois dernières campagnes.

Expansion des exportations françaises de blé tendre vers l'Afrique du Nord



Source : DGDDI (Douanes)

Sources, définitions et méthodes

Sources

- Les données françaises de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surface et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données européennes de production proviennent de l'organisme statistique européen (www.epp.europa.eu), du bulletin MARS édité par la Commission européenne (<http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>), ou de la Commission Européenne/DG-Agri.
- Les cotations mondiales (hors Chicago) ainsi que les bilans français provisoires et prévisionnels sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm
- Les données historiques disponibles depuis 1960 sont issues de la base de données de l'USDA (<http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdQuery.aspx>)

Définition : les principales grandes régions mondiales de production/consommation de céréales citées dans ce document suivent la définition de l'USDA.

Région	Pays inclus
Afrique du Nord	Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Tunisie
Afrique Subsaharienne	Angola, Bénin, Botswana, Territoire britannique de l'océan Indien, Burkina, Burundi, Cameroun, Îles Canaries, Cap Vert, République Centrafricaine, Tchad, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Djibouti, Guinée Équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Territoires français des Issas, Territoires français de l'Océan Indien, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Madère, Malawi, Mali, Mauritanie, République de Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Réunion, Rwanda, Sao Tome et Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Léone, Somalie, Afrique du Sud, Sud Soudan, St Hélène, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Ouganda, Sahara Oriental, Zambie, Zimbabwe
Amérique du Sud	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Îles Falkland, Guyane Française, Guyane, Paraguay, Pérou, Surinam, Uruguay, Venezuela
Asie de l'Est	Chine, Hongkong, Japon, Corée du Nord et du Sud, Macao, Mongolie, Îles Ryukyu et Nansei, Taiwan
Asie du Sud-Est	Birmanie (Myanmar), Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam
Asie du Sud	Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka, autres
Ex-URSS	Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine, Ouzbékistan
Moyen-Orient	Bahreïn, Bande de Gaza, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Syrie, Turquie, Émirats Arabes Unis, Cisjordanie, Yémen

Méthode de calcul du coefficient de variation (source Insee) : le coefficient de variation est le rapport de l'écart type à la moyenne. Plus la valeur du coefficient de variation est élevée, plus la dispersion autour de la moyenne est grande. Il est généralement exprimé en pourcentage. Sans unité, il permet la comparaison de distributions de valeurs dont les échelles de mesure ne sont pas comparables.

Méthode de calcul des contributions de l'évolution des surfaces et des rendements mondiaux à la croissance de la production : la croissance de la production des céréales peut être décomposée en la somme des contributions de ses deux composantes (surfaces et rendements). L'impact de l'augmentation des surfaces est obtenu par le calcul de l'évolution de la production en tenant compte de l'évolution des surfaces, mais en conservant les rendements de la période initiale (indice de Laspeyres). L'impact de l'augmentation des rendements est obtenu par le calcul de l'évolution de la production en tenant compte de l'évolution des rendements, sur la base des surfaces actuelles (indice de Paasche).

Exemple de calcul pour trois pays (pays 1, pays 2, pays 3), et deux périodes (période 1, période 2)

	Données de la période 1			Données de la période 2			Impact de l'augmentation des surfaces aux rendements d'origine	Impact de l'augmentation des rendements avec surfaces actuelles	Somme des deux impacts
	Surfaces (ha)	Rendements (q/ha)	Productions (t)	Surfaces (ha)	Rendements (q/ha)	Productions (t)			
	s1	r1	p1	s2	r2	p2			
Pays 1	100	80	800	110	90	990	80	110	190
Pays 2	60	50	300	60	80	480	0	180	180
Pays 3	40	30	120	80	60	480	120	240	360
Total	200	61	1 220	250	78	1 950	200	530	730

Entre la période 1 et la période 2, la production a augmenté de 730 tonnes. Le pays 1 est responsable d'une augmentation de 190 tonnes, dont 110 tonnes imputables à l'augmentation des rendements.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Statistique Agricole Annuelle » pour les séries chiffrées de surfaces, rendements, productions
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Semis d'hiver : stabilisation en blé tendre et orge, reprise du colza et nouveau repli du blé dur », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 10/10, décembre 2013
- « En 2013, chute de la production française de blé dur », Synthèses Céréales n° 2013/221, octobre 2013
- « Le climat de 2013 a fait diminuer les rendements du maïs », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 9/10, novembre 2013
- « Les cours des céréales et oléagineux ont plongé au début de la campagne 2013/2014 », Synthèses Céréales et oléagineux n° 2013/218, septembre 2013

Retour éditorial

Au 3^e trimestre 2013, le repli de l'activité des IAA se poursuit, mais à un rythme plus modéré

Au 3^e trimestre 2013, la production des industries agroalimentaires a diminué par rapport au 3^e trimestre 2012. Ce retrait s'est fait de manière moins prononcée que lors des trimestres précédents. La dégradation de l'excédent commercial des IAA a aussi ralenti sur un an suite au moindre dynamisme des importations. La hausse du chiffre d'affaires s'est poursuivie, toujours soutenue par des prix élevés, malgré la baisse des cours des matières premières céréalières et oléagineuses.

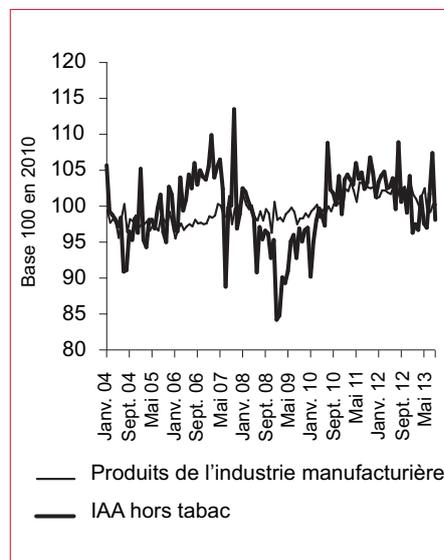
L'activité des boissons a été stable

Le recul de l'activité - c'est à dire la production en volume - des industries agroalimentaires (IAA) hors tabac s'est atténué. Au 3^e trimestre 2013, la production ne s'est repliée que de 0,8 % par rapport au 3^e trimestre 2012 (contre - 2,1 % entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013).

Les *boissons* et les *viandes et produits à base de viande* ont essentiellement favorisé ce ralentissement. En effet, après un recul au premier semestre 2013, la production de ces deux branches s'est maintenue entre les 3^{es} trimestres 2012 et 2013. Le premier facteur de cette amélioration a été la hausse de 9 % de la production des bières (contre - 20 % entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013, après l'anticipation fin 2012 par les industriels de la hausse des droits d'accises). Le second facteur, dans un contexte de températures d'été 2013 supérieures à celles de 2012, a été le moindre

retrait de la production des *boissons rafraîchissantes, eaux minérales et*

Au 3^e trimestre 2013, l'activité des IAA a ralenti son mouvement de repli



Sources : Insee et Agreste - Indice de production industrielle (Ipi) CVS et CJO

autres eaux en bouteille (- 2 % entre les 3^{es} trimestres 2012 et 2013, contre - 15 % entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013). La production des *viandes et produits à base de viande*, a été stimulée par la progression de 1,2 % de la production de volailles, en lien avec la hausse des abattages de poulet.

Malgré une faible récolte française de colza, la production des *huiles et graisses végétales et animales* a augmenté via une progression des triturations. L'activité des secteurs du *lait* et des *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche* s'est redressée tout au long de 2013, participant aussi à l'atténuation du repli de l'activité des IAA. En baissant moins vite qu'au trimestre précédent, la production des *produits à base de fruits et légumes* y a aussi contribué. Plus particulièrement, le repli de la production des *produits de préparations et conserves de légumes* s'est modéré au 3^e trimestre 2013 : la production avait en effet reculé de 29 % entre les

2^{es} trimestres 2012 et 2013, à cause du froid du printemps 2013 qui l'avait amoindrie et décalée du 2^e au 3^e trimestre. Entre les 3^{es} trimestres 2012 et 2013, la production *des produits du travail des grains* et des *produits amy-lacés et les produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* a diminué de façon moins soutenue qu'en début d'année.

Entre les 3^{es} trimestres 2012 et 2013, le repli de la production s'est au contraire accentué pour les *aliments pour animaux* et les produits dits « *autres produits alimentaires* » qui comprennent le sucre, la chocolaterie, le café, les plats préparés, etc. Ce sont les aliments pour animaux de ferme qui ont été les plus touchés. Cette baisse peut s'expliquer en partie par la plus grande disponibilité d'herbe, le retard de la pousse du printemps 2013 ayant été rattrapé en juillet et août, et par le recul de la production porcine.

La consommation des ménages s'est aussi stabilisée

D'après les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee, les volumes des produits agroalimentaires, y compris tabac, consommés par les ménages au 3^e trimestre 2013 ont été quasi équivalents à ceux du 3^e trimestre 2012. Pour les *produits bruts de l'agriculture et de la pêche* – fruits et légumes, poissons frais, etc. –, la consommation a reculé de 1,2 %, sur la même période.

D'après le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, au 3^e trimestre 2013, les volumes de viande achetés ont été légèrement inférieurs à ceux du 3^e trimestre 2012 (- 0,7 %), alors qu'ils étaient en hausse de 2 % entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013. Les achats de viandes de volailles ont aussi diminué de 1 %.

D'après le panel Nielsen, qui concerne les produits laitiers en grande surface, la consommation à domicile en volume a continué de reculer au 3^e trimestre 2013 par rapport au 3^e trimestre 2012, recul entamé début 2013. La consommation de beurre s'est maintenue au même niveau (- 0,4 % entre les 3^{es} trimestres 2012 et 2013) alors qu'elle

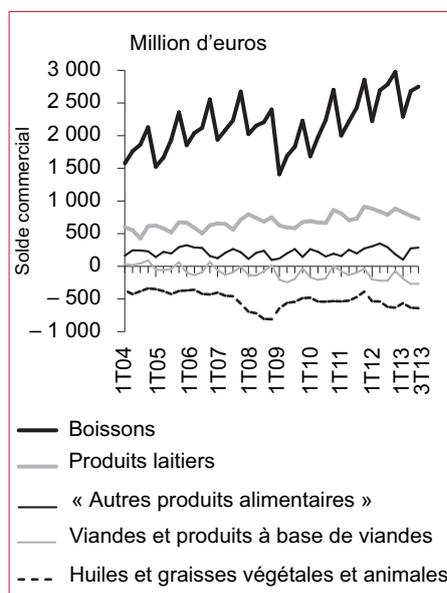
était en hausse depuis le début de l'année. Seules les consommations de crème fraîche et de longue conservation ont progressé.

L'excédent commercial des IAA a diminué moins vite

Le montant des échanges en produits des IAA, hors tabac, s'est dégradé, mais de manière moins marquée qu'en début d'année. Au 3^e trimestre 2013, il a atteint 2 milliards d'euros alors qu'il s'élevait à 2,3 milliards au 3^e trimestre 2012, soit un recul de 8 % sur un an. Entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013, il s'était rétracté de 15 %. Cependant, l'excédent commercial a dépassé celui du 3^e trimestre 2011. Le montant des exportations s'est établi à 10,8 milliards d'euros (+ 1,8 %) et celui des importations à 8,6 milliards d'euros (+ 4,6 %).

Au 3^e trimestre 2013, l'excédent commercial des « *autres produits alimentaires* » a retrouvé un niveau plus habituel, sous l'effet d'une hausse marquée des exportations des *cafés et thé transformés* et des *plats préparés*. En début d'année, son recul avait fortement pesé sur le montant des échanges des IAA. Il avait chuté de 67 % entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013. L'excédent commercial des *produits du travail des grains et produits amy-lacés* a prolongé sa croissance au même rythme qu'au 2^e trimestre 2013.

La hausse des exportations s'est maintenue au 3^e trimestre 2013



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

Les exportations se sont maintenues à la hausse et les importations ont continué de freiner. L'excédent des *aliments pour animaux* a poursuivi également sa progression. S'agissant du déficit commercial des *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires*, il s'est réduit de 12 %. C'est une conséquence du ralentissement de la hausse des importations.

En revanche, pour la première fois depuis la crise de 2009, l'excédent commercial des *boissons* a été en retrait par rapport à l'année précédente. Entre les 3^{es} trimestres 2012 et 2013, il a baissé de 1,2 %. Sur la même période, les exportations ont été stables. Cependant, celles de la *bière* ont encore plus décroché qu'aux trimestres précédents (- 52 %) et celles des *champagnes et mousseux* ont diminué (- 6 %), contrairement au reste de l'année où elles étaient en hausse. Les importations ont progressé (+ 4,4 %), surtout portées par les eaux de table (+ 17 %) et les vins de raisin (+ 9 %). L'excédent commercial du lait a suivi la même tendance. Il a régressé de 8,3 % entre les 3^{es} trimestres 2012 et 2013. Il a participé ainsi à la détérioration du solde des échanges, malgré l'accélération des exportations (+ 6,6 %). Les importations ont beaucoup augmenté (+ 23 %).

Le déficit commercial des *viandes et produits à base de viandes* s'est aggravé entre les 3^{es} trimestres 2012 et 2013 (+ 22 %) au même rythme qu'entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013. Cela est dû à une croissance des importations (+ 4,5 %) supérieure à celle des exportations (+ 1,2 %). S'agissant des *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche et aux produits de préparations et conserves de légumes*, leur déficit a continué à se creuser entre les 3^{es} trimestres 2012 et 2013.

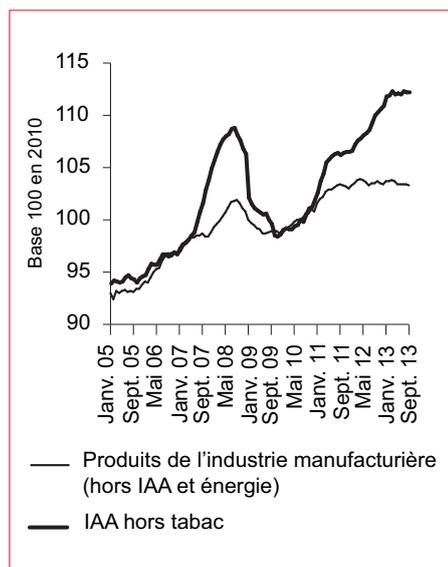
La hausse des prix a décéléré plus vite

Au 3^e trimestre 2013, les prix des produits des IAA, hors tabac, ont progressé de 1,8 % par rapport à ceux du 3^e trimestre 2012. Depuis le début de l'année, la hausse des prix n'a cessé de décélérer (+ 4,2 % entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013).

Le ralentissement de la hausse des prix à la production industrielle est porté par les *huiles et graisses végétales et animales, les produits du travail des grains et produits amylacés et les aliments pour animaux*. En effet, le passage en juillet à la campagne céréalière de 2013/2014 s'est accompagné d'une chute des cours céréaliers et les prix des ces trois catégories de produits transformés ont ainsi modéré, voire cessé leur progression. La hausse des prix des *viandes et produits à base de viandes* s'est atténuée. Les prix des *viandes de boucherie et produits d'abattage* ont été plus particulièrement affectés. Ils ont été stables entre les 3^{es} trimestres 2012 et 2013, alors qu'ils étaient en hausse entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013. Les prix des *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche* ont également suivi cette tendance.

Pour les boissons, les prix ont continué de croître (+ 7,3 % entre les 3^{es} trimestres 2012 et 2013), encore tirés par les *bières* (+ 17 %) en répercussion de la hausse des droits d'accise. Il en a été de même pour les produits laitiers (+ 4,8 %), toujours sous l'effet du *prix du beurre conditionné GMS* (+ 8,7 %). Le prix à la production du lait bénéficie de cette situation. S'agissant des prix des *produits à base de fruits et légumes*, leur hausse sur

Au 3^e trimestre 2013, la décélération des prix des IAA s'est poursuivie



Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français, prix de marché (hors TVA, y compris impôts sur les produits, hors subventions)

un an est quasiment la même qu'au 2^e trimestre 2013 (+ 1,3 % entre les 3^{es} trimestres 2012 et 2013).

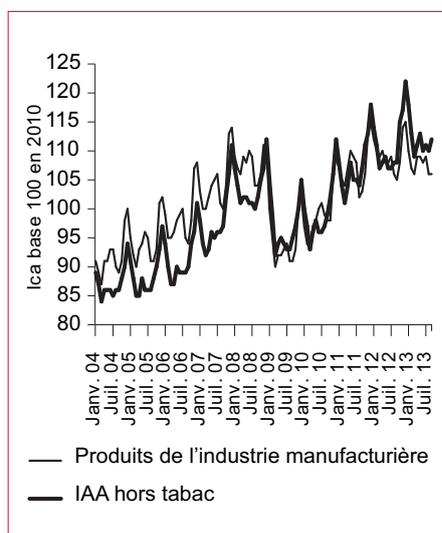
Les prix des *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* et des « *autres produits alimentaires* » se sont maintenus à un niveau équivalent entre les 3^{es} trimestres 2012 et 2013.

La croissance du chiffre d'affaires est plus soutenue

Le chiffre d'affaires des IAA, hors tabac, a continué d'augmenter (+ 3,3 % entre les 3^{es} trimestres 2012 et 2013). Sa croissance a été plus soutenue qu'en début d'année grâce au moindre repli de la production. Elle s'était amorcée début 2010, après une contraction en 2009 causée par la baisse simultanée de l'activité et des prix. Au 3^e trimestre 2013, le chiffre d'affaires a nettement dépassé le niveau record du 1^{er} trimestre de 2008, dans le contexte de la précédente flambée des prix.

La progression des chiffres d'affaires des *boissons* et des *produits laitiers* s'est accélérée entre les 3^{es} trimestres 2012 et 2013. Ils ont été dynamisés par des prix bien orientés, précisément portés par la *bière* et le *beurre GMS* (resp. + 21 % et + 13 %). Pour les *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche*

Le chiffre d'affaires des IAA a encore progressé au 3^e trimestre 2013

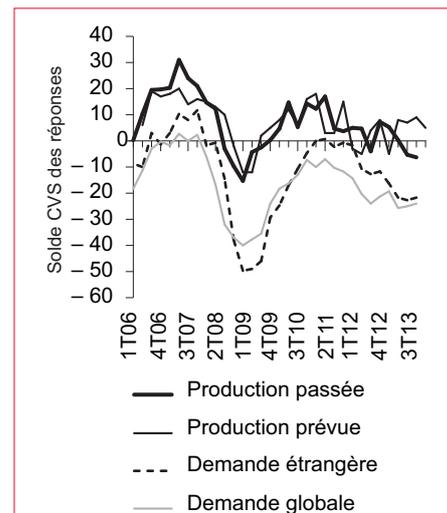


Source : Insee - Moyenne mobile sur trois mois de l'indice brut de chiffre d'affaires, marché intérieur et exports

et les *produits à base de fruits et légumes*, la croissance du chiffre d'affaires est plus soutenue, en lien avec l'atténuation du repli de la production.

Quant aux chiffres d'affaires des *viandes et produits à base de viandes*, des *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* et des « *autres produits alimentaires* », ils ont gardé le même rythme de croissance qu'en début d'année.

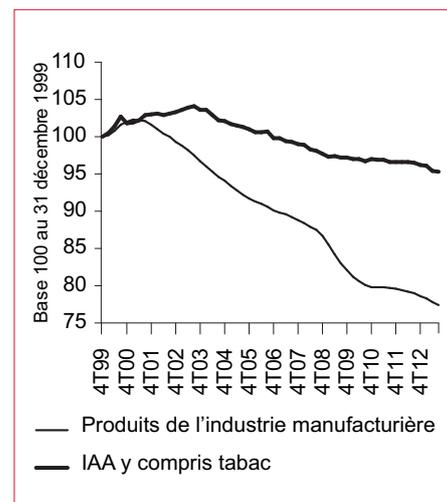
La production prévue diminue au 4^e trimestre 2013



Note de lecture : les indicateurs présentés correspondent à la différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse).

Source : Insee

L'érosion de l'emploi salarié a continué dans les IAA au 3^e trimestre 2013



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre (y compris artisanat commercial)

En revanche, dans un contexte de cours des matières premières en baisse, les chiffres d'affaires des *produits du travail des grains et produits amylacés et des aliments pour animaux* ont augmenté, mais de façon ralentie, et ceux des *huiles et graisses végétales et animales* se sont encore rétractés.

Des carnets de commandes moins étoffés

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee au 3^e trimestre 2013, l'ac-

tivité des IAA s'est repliée. Les carnets de commande, qu'ils émanent de France ou de l'étranger, ont été considérés comme moins étoffés, suivant la même tendance qu'en 2012 et début 2013. Les perspectives personnelles de production du 4^e trimestre 2013 sont légèrement en retrait.

Les IAA ont encore perdu des emplois salariés

Fin septembre 2013, les industries agroalimentaires, y c. tabac et entrepri-

ses artisanales de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie, comptaient 542 700 emplois salariés, soit 6 900 emplois de moins qu'en septembre 2012 (-1,3 %). Entre les mois de juin 2012 et 2013, la baisse était de 6 800 (-1,2 %). Dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, le recul sur un an a été plus important, touchant 56 500 emplois (-2 %). Il s'ajoute aux reculs successifs de 60 000 emplois en 2010 et de 170 000 emplois en 2009. Fin septembre 2013, l'industrie manufacturière comptait 2,8 millions d'emplois salariés.

Chiffre d'affaires des IAA en hausse au troisième trimestre 2013

Évolution en %	3 ^e trimestre 2013/3 ^e trimestre 2012					Année 2012/année 2011				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits des industries alimentaires	-1,0	1,8	2,9	2,8	4,6	-0,6	3,1	3,1	2,9	3,4
Viandes et produits à base de viandes	-0,0	2,4	2,8	1,2	4,5	-2,4	5,0	3,1	0,0	7,2
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	0,6	7,8	-0,6	3,5	-3,2	1,2	3,4	13,6	-0,6	
Produits à base de fruits et légumes	-2,4	1,3	6,6	4,9	3,2	-1,7	4,4	5,0	0,6	4,1
Huiles et graisses végétales et animales	2,1	-0,1	-10,9	-15,2	-3,1	12,7	3,4	5,2	-16,2	3,9
Produits laitiers	0,0	4,8	6,2	6,6	23,2	0,3	-0,1	0,4	2,3	-3,1
Produits du travail des grains et produits amylacés	-2,4	3,3	4,5	4,4	5,0	3,8	-0,8	0,8	1,3	2,4
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	-1,0	0,7	3,2	7,0	3,7	1,2	1,1	2,5	10,6	6,3
Autres produits alimentaires	-3,5	0,2	0,7	2,8	3,8	-1,7	5,5	4,9	7,2	4,2
Aliments pour animaux	-2,0	-0,1	1,1	-0,2	-4,0	0,5	5,0	5,4	8,2	5,4
Boissons*	-0,1	7,3	6,1	-0,0	4,4	-1,6	3,0	4,2	10,0	2,4
IAA hors tabac	-0,8	2,7	3,3	1,8	4,6	-1,0	3,1	3,2	5,0	4,0

Évolution en %	1 ^{er} trimestre 2013/1 ^{er} trimestre 2012					2 ^e trimestre 2013/2 ^e trimestre 2012				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits des industries alimentaires	-1,8	3,2	3,0	2,1	6,5	-2,6	4,2	2,3	-1,6	2,7
Viandes et produits à base de viandes	-2,9	4,7	2,3	-0,3	3,3	-3,6	5,4	2,4	3,7	2,2
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche		2,6	1,3	4,1	6,9		0,6	2,1	-13,0	-1,6
Produits à base de fruits et légumes	-8,0	1,3	2,5	6,7	3,9	7,1	1,0	3,3	2,0	1,4
Huiles et graisses végétales et animales	-3,2	8,9	-3,3	-12,8	5,4	-3,7	14,2	5,4	-17,6	-4,3
Produits laitiers	0,8	1,1	3,7	3,5	15,5	-2,3	-0,7	-1,7	-2,9	1,3
Produits du travail des grains et produits amylacés	-1,9	8,7	8,2	4,1	4,6	-6,3	9,2	5,8	1,2	8,5
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	0,4	0,3	3,5	6,4	6,7	-1,2	0,6	3,6	9,4	7,3
Autres produits alimentaires	-2,6	-0,2	0,4	1,7	7,1	-2,5	2,3	-0,1	-4,8	7,3
Aliments pour animaux	-1,9	11,8	8,5	5,1	10,4	-0,2	18,2	11,0	6,3	10,5
Boissons*	-3,8	6,2	3,0	0,9	5,8	-8,3	6,6	3,2	3,0	3,0
IAA hors tabac	-2,1	3,7	3,0	1,7	6,4	-3,4	4,5	2,4	-0,2	2,7

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champ, branche, secteur) et ne sont pas, de ce fait, toujours immédiatement comparables.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév.2 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y c. de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12).
- Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables.
 - L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels ;
 - Les autres indicateurs - Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur - sont des indicateurs de branche.
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines.
 - l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne pas les produits à base de pomme de terre ;
 - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets ;
 - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.
- Lors des comparaisons, la période de référence, lorsqu'elle n'est pas précisée, est le trimestre de l'année précédente.

IAA 2011 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur

En 2011, les entreprises agroalimentaires au sens large – industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – comptaient près de 81 000 entreprises et employaient 756 000 personnes, d'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises.

Parmi elles, les industries agroalimentaires comptaient 15 800 entreprises et 408 500 salariés. Ces industries ont réalisé 44 % du chiffre d'affaires des entreprises agroalimen-

taires. La transformation de produits de l'élevage a tenu une place importante dans le secteur : 39 % du chiffre d'affaires et 41 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait. Ces deux activités ont par ailleurs été à l'origine de 31 % de la valeur ajoutée et de 30 % des exportations directes des entreprises concernées. Les industries très exportatrices de boissons et les « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.) ont constitué les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Les chiffres clés des entreprises agroalimentaires en 2011

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Nombre d'unités légalés	Effectif salarié au 31 décembre	Chiffre d'affaires HT		Valeur ajoutée ¹	Frais de personnel	Excédent brut d'exploit- ation	Résultat courant avant impôt	Résultat comptable
			Total	À l'expor- tation					
	<i>Nombre</i>		<i>Million d'euros</i>						
Ensemble des entreprises agroalimentaires	80 987	755 872	351 813	67 926	50 014	30 900	15 176	10 542	7 770
Industrie agroalimentaire	15 846	408 497	156 522	31 178	29 687	18 022	9 354	6 313	4 496
Industries alimentaires	12 887	365 068	131 397	24 065	23 263	15 524	6 131	3 942	2 426
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 874	111 823	33 598	4 007	5 554	4 285	800	460	287
Transf. & conserv. poissons, crust., etc.	318	11 779	3 412	386	590	449	107	71	48
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 176	24 667	7 743	1 397	1 525	1 045	385	180	74
Fab. huile et graisse végétale & animale	213	2 970	4 140	1 132	394	157	192	135	80
Fabrication de prod. laitiers	1 958	56 464	27 219	5 278	3 726	2 534	938	371	115
Travail des grains ; fab. prod. amylacés	512	14 418	7 191	3 196	1 432	783	510	358	197
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 658	46 707	10 084	1 426	2 511	1 777	587	386	320
Fabrication autres produits alimentaires	3 737	77 921	25 662	5 439	5 972	3 536	2 091	1 547	1 048
Fabrication d'aliments pour animaux	441	18 319	12 348	1 804	1 558	957	520	435	257
Fabrication de boissons	2 959	43 429	25 126	7 113	6 424	2 498	3 223	2 371	2 070
Commerce de gros de prod. agroalimentaires (hors tabac)	21 581	179 989	182 887	36 706	14 050	8 428	4 126	3 500	2 492
Artisanat commercial	43 560	167 386	12 404	41	6 277	4 450	1 695	730	782
Charcuterie	3 666	13 631	1 317	4	518	376	129	81	77
Cuisson de prod. de boulang.	4 281	9 024	779	1	321	248	64	27	10
Boulangerie-pâtisserie	28 747	119 388	8 215	6	4 445	3 082	1 278	490	559
Pâtisserie	6 866	25 343	2 092	30	994	745	225	132	136

1. Y compris autres produits et autres charges

Champ : entreprises des industries agroalimentaires, de l'artisanat commercial et du commerce de gros agroalimentaire, hors tabac, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2011, traitement SSP (Données définitives)

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées.
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur.

Les Synthèses IAA, paraissant notamment le 1^{er} mois de chaque trimestre :

- « Le recul de l'activité des IAA s'est tassé au 2^e trimestre 2013 » Synthèses n° 2013/220, octobre 2013
- « Au premier trimestre 2013, la production des IAA est en retrait » Synthèses n° 2013/217, juillet 2013
- « L'activité des IAA ralentit en 2012 », Synthèses n° 2013/209, avril 2013
- « L'activité des IAA se stabilise au troisième trimestre 2012 », Synthèses n° 2013/200, janvier 2013
- « Bonne tenue de l'activité des IAA au premier trimestre 2012 », Synthèses n° 2012/185, juillet 2012
- « Le poste « Autres produits alimentaires » : 16 % de la production agroalimentaire française », Synthèses n° 2011/168, décembre 2011
- « Viandes et boissons en tête », Agreste Primeur n° 267, octobre 2011
- « IAA : une activité soutenue sur fond de hausse des prix », Synthèses n° 2011/156, juillet 2011
- « Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale », Synthèses n° 2011/155, juillet 2011
- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », Synthèses n° 2010/136, décembre 2010

[Retour éditorial](#)

En dix ans, l'Allemagne est devenu l'acteur européen incontournable de la production de viande porcine

L'Allemagne qui, au début des années 2000, était déjà le premier pays européen en nombre d'abattages de porcins, a fortement augmenté ses abattages jusqu'en 2012. L'Espagne, le deuxième producteur de l'Union européenne, a suivi la même évolution. En revanche, les autres pays européens n'ont pas augmenté leurs abattages, voire les ont diminués pour certains. Dans le même temps, les échanges de viande porcine entre les pays européens se sont intensifiés, l'Allemagne devenant l'acteur principal aussi bien pour les exportations que pour les importations. Les circuits d'approvisionnement se sont ainsi modifiés. La demande des pays tiers s'est également accrue, notamment des pays d'Europe de l'Est et d'Asie. La France, malgré une légère baisse de la production entre 2000 et 2012, est finalement peu impactée par ces changements.

Un tiers de la production européenne de viande porcine est échangée entre pays de l'Union européenne

En 2012, la production européenne de viande porcine – mesurée par les abattages – s'élevait à 22 millions de tonnes-équivalent-carcasse (tec). La même année, près de 8 millions de tec de viande porcine étaient échangées entre les différents pays de l'Union européenne et 2,4 millions étaient exportées vers les pays tiers. L'importation par les pays de l'UE de viande porcine en pro-

venance des pays tiers est quasiment nulle (36 000 tec). Ainsi, en 2012, 35 % de la production européenne de viande porcine était échangée entre pays de l'UE, une proportion en augmentation puisqu'elle était de 29 % en 2005.

L'Allemagne et l'Espagne réalisent 41 % des abattages européens de porcins

En 2012, l'Allemagne – avec 5,5 millions de tec – est le pays européen qui abat le plus de porcins, suivi de l'Espagne avec 3,7 millions de tec. Ces

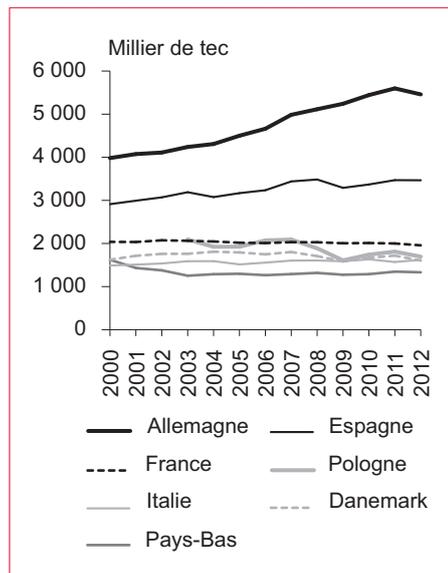
deux pays réalisent 41 % des abattages européens de porcins. Ils se distinguent en outre du reste de l'UE par une augmentation des abattages entre 2000 et 2012. En effet, les autres pays européens n'ont fait que maintenir leur niveau d'abattage sur la même période, voire l'ont diminué. Néanmoins, en 2012, les abattages de porcins en Allemagne ont accusé une baisse, puis, sur les neuf premiers mois de 2013, ils sont restés au même niveau qu'en 2012. L'Espagne, pour sa part, a augmenté ses abattages jusqu'en 2007, mais depuis ils restent stables.

Une production française stable et une balance commerciale à l'équilibre

Les abattages de la France se sont très légèrement érodés entre 2000 et 2012, tout en restant proches de 2 millions de tec. Toutefois, en nombre d'animaux abattus, l'érosion est plus marquée.

Le solde commercial de la France en viande porcine est excédentaire en volume. Entre 2000 et 2012, les exportations et les importations ont progressé au même rythme. Mais, en valeur, il est devenu déficitaire en 2007. En effet, la croissance des importations françaises de viande porcine s'est appuyée sur des produits à plus grande valeur ajoutée comme les viandes désossées et les préparations, tandis que celle des exportations s'est concentrée sur les viandes non désossées. L'Espagne est le premier fournisseur de la France, suivie de l'Allemagne. Ces deux pays ont fortement augmenté leurs exportations vers la France (+ 146 % entre 2000 et 2012 pour l'Espagne et + 107 % pour l'Allemagne), contrairement aux autres pays fournisseurs qui ont diminué leurs ventes. En définitive, la France est le sixième exportateur européen et le cinquième importateur de viande porcine.

Les abattages de porcins allemands se sont fortement accrus entre 2000 et 2011, mais ont diminué en 2012



Sources : Eurostat, calculs Agreste

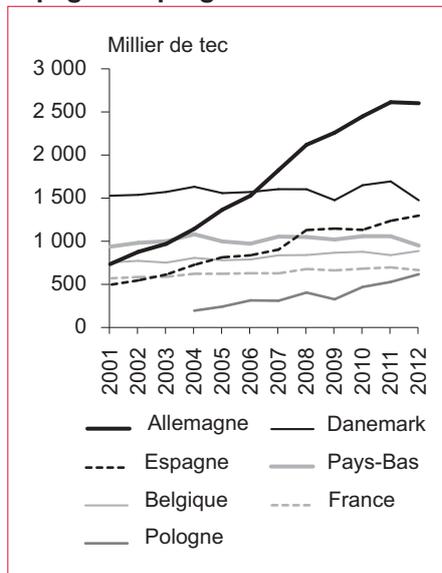
L'Allemagne est le premier exportateur européen de viande porcine

En 2007, l'Allemagne est devenue le premier exportateur européen de viande porcine. Les exportations allemandes de viande porcine ont progressé de façon continue entre 2000 et 2011, triplant sur cette période. En 2012, elles sont restées stables par rapport à 2011 en lien avec la baisse des abattages, mais aussi du fait de difficultés d'exportations vers la Russie.

La croissance des exportations allemandes s'appuie sur la demande des pays de l'UE, mais aussi des pays tiers. Ainsi, les ventes ont particulièrement progressé vers la Pologne, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la République tchèque. La production de viande porcine de tous ces pays, à l'exception de l'Italie, a diminué sur la période.

L'Espagne est le troisième exportateur européen. Ses exportations ont progressé jusqu'en 2009. Depuis lors, elles augmentent peu, en lien avec une production stable. L'Espagne importe très peu de viande porcine. La France est son premier client et représente un quart de ses exportations. C'est la destination, avec l'Italie, qui a le plus contribué à la croissance des exportations

Les exportations allemandes et espagnoles progressent sur dix ans



Sources : Eurostat, calculs Agreste

espagnoles. L'Allemagne et l'Espagne, ainsi que le Danemark, se démarquent aussi des autres pays par la part importante de leurs exportations de produits à plus grande valeur ajoutée comme les viandes désossées et les préparations à base de viande porcine.

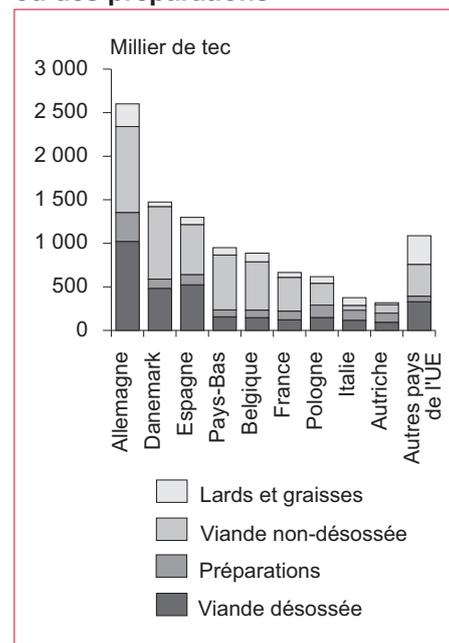
L'Allemagne est aussi le premier importateur européen

Si l'Allemagne est le premier exportateur européen de viande porcine, il en est aussi le premier importateur. L'Italie et le Royaume-Uni sont les deux autres principaux importateurs de l'UE. Les trois quarts des importations allemandes sont constitués de viandes non désossées en provenance du Danemark, de la Belgique et des Pays-Bas. Ces viandes non désossées alimentent très certainement l'industrie de la transformation.

Les productions danoise, néerlandaise et belge tournées vers l'exportation

Les productions du Danemark, des Pays-Bas et de la Belgique sont particulièrement dépendantes de

Près de la moitié des exportations allemandes et espagnoles sont des viandes désossées ou des préparations



Sources : Eurostat, calculs Agreste

l'exportation. En effet, la production danoise est cinq fois plus importante que sa consommation intérieure, ce rapport étant de deux pour les Pays-Bas et la Belgique. Ainsi, le Danemark, premier exportateur européen de viande porcine jusqu'en 2007, est passé au deuxième rang. Les Pays-Bas et la Belgique sont respectivement les quatrième et cinquième exportateurs européens.

Si les exportations du Danemark et de la Belgique se sont maintenues, malgré la concurrence de l'Allemagne, c'est grâce aux envois vers un nouveau pays importateur, la Pologne. Néanmoins, pour les Pays-Bas, l'augmentation des envois vers la Pologne ne compense qu'en partie la baisse des exportations vers le Royaume-Uni et l'Allemagne.

La Pologne importe du nord de l'Europe et exporte vers les pays de l'est européen

Les importations polonaises de viande porcine, quasiment nulles au début des années 2000, ont très fortement augmenté au cours de la décennie. La Pologne importe principalement de l'Allemagne, du Danemark et de la

Belgique. Dans le même temps, ses exportations ont suivi la même trajectoire. Les principaux clients de la Pologne sont les pays de l'Europe de l'Est (Belarus, Ukraine, République tchèque, Slovaquie) ainsi que le Royaume-Uni et l'Italie. Ainsi, la Pologne, suite à son adhésion à l'UE, est très certainement devenue une passerelle ouvrant de nouveaux marchés à ses fournisseurs. Elle n'en est pas pour autant une seule plate-forme d'échanges : en effet, si la Pologne importe principalement de la viande non-désossée et désossée, elle exporte une quantité non négligeable de préparations à base de viande porcine. La Pologne est même le second exportateur européen de préparations de viande porcine derrière l'Allemagne.

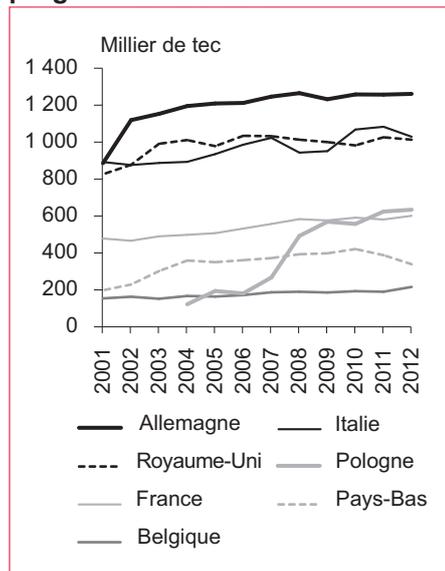
Hausse des exportations européennes vers l'Europe de l'Est et l'Asie

Les exportations européennes de viande porcine vers les pays tiers ont doublé entre 2000 et 2012, contribuant à plus d'un quart de la croissance des exportations des pays de l'UE. Les exportations progressent vers l'Europe de l'Est (Russie, Belarus, Ukraine) ainsi que vers l'Asie (Chine, Corée et Hong-

Kong). Au contraire, les exportations vers le Japon, second pays tiers importateur, ont diminué.

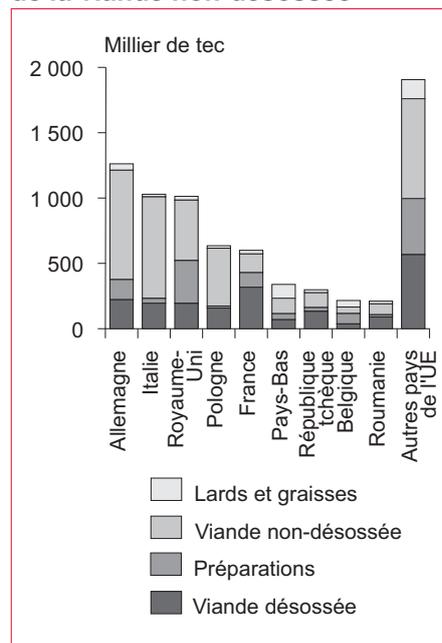
L'Allemagne est le premier exportateur européen vers les pays tiers. En 2011, elle a dépassé le Danemark. Faibles au début des années 2000, les exportations allemandes vers les pays tiers ont dans un premier temps légèrement augmenté, pour décoller à partir de 2008, passant de 175 000 tec en 2008 à 543 000 tec en 2012. Les exportations du Danemark ont en revanche diminué vers les pays tiers. Néanmoins, une partie de ses exportations s'est tournée vers la Pologne, pour ensuite être certainement ré-exportées, en l'état ou transformées, vers les pays de l'Europe de l'Est. L'Espagne profite aussi de la demande des pays tiers pour y augmenter ses exportations. S'agissant de la France, ses exportations vers les pays tiers ont très légèrement augmenté sur la décennie, notamment grâce aux envois vers la Chine.

Les importations de la Pologne progressent vivement



Sources : Eurostat, calculs Agreste

L'Allemagne et l'Italie importent de la viande non-désossée



Sources : Eurostat, calculs Agreste

Sources, définitions et méthodes

Sources

- Les données d'abattages, ainsi que les données du commerce extérieur sont issues de la base de données d'Eurostat.

Méthodologie

- La production de viande porcine prend en compte les abattages d'animaux vivants, ainsi que les importations et les exportations de porcins vivants. Cette synthèse ne s'intéresse qu'au seul commerce de viande porcine et ne prend pas en compte les échanges d'animaux vivants. Il faut néanmoins souligner que les échanges de porcins vivants sont particulièrement intenses entre l'Allemagne, le Danemark et les Pays-Bas, ces deux derniers envoyant des porcins vivants en Allemagne pour être élevés et abattus (*Un marché du porc européen conditionné par les exportations, Animaux de boucherie n° 2012/198, décembre 2012*).
- Afin de pouvoir comparer les évolutions des abattages et du commerce extérieur de viande porcine, les données du commerce extérieur ont été converties en tonne-équivalent-carcasse (tec). Un coefficient est appliqué aux quantités en tonnes de viandes échangées pour les convertir en poids de carcasse. Ainsi, si la viande n'est pas désossée, le coefficient est égal à 1 et, si la viande est désossée, le coefficient est supérieur à 1.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne/Disar/Données en ligne/Rubriques/Economie agricole/Conjoncture de l'économie agricole/Conjoncture du commerce extérieur agroalimentaire » pour les séries chiffrées
- dans « Données en ligne/Disar/Conjoncture agricole/Animaux de boucherie » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture/Commerce extérieur » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur les porcins sont :

- « En novembre 2013, les abattages porcins sont stables », Infos Rapides Animaux de boucherie, n° 11/11, décembre 2013
- « Un marché du porc européen conditionné par les exportations », Synthèses Animaux de boucherie, n° 2012/198, décembre 2012
- « Vers une disparition du cycle du marché du porc ? », Synthèses Animaux de boucherie, n° 2010/116, juin 2010
- « La filière porcine française toujours en difficulté », Synthèses Animaux de boucherie, n° 2009/77, juin 2009

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2014

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr